



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

## Arrêté

**Portant décision après examen au cas par cas  
de la demande enregistrée sous le numéro F02418P0005  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,  
Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur,  
Chevalier dans l'Ordre national du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°18.017 du 1<sup>er</sup> février 2018 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02418P0005 relative à la création d'un forage d'approvisionnement en eau potable d'environ 73 mètres de profondeur, rue du Château d'Eau à Beaugency (45) reçue complète le 17 janvier 2018 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 8 février 2018 ;
- Considérant que le projet a pour objet la création d'un forage d'approvisionnement en eau potable d'environ 73 mètres de profondeur à Beaugency (45), sous la maîtrise d'ouvrage de la commune de Beaugency ;
- Considérant que le projet relève de la catégorie 27<sup>a</sup>) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le projet est destiné à approvisionner en eau la commune de Beaugency, à partir du champ captant dit « rue du Château d'Eau » ;
- Considérant que le dit champ captant se compose actuellement :
  - d'un forage dit « F1 » réalisé en 1922, qui sollicite les nappes des calcaires d'Etampes et des calcaires de Pithiviers ;
  - d'un forage dit « F2 » réalisé en 1966, qui sollicite la nappe des calcaires d'Etampes ;
- Considérant que le forage prévu est destiné à remplacer le forage « F1 » dont l'état est vétuste et qui sera abandonné et comblé, l'exploitation du forage « F2 » étant poursuivie après réhabilitation ;
- Considérant que le forage prévu sollicitera exclusivement la nappe des calcaires d'Etampes ;
- Considérant que les prélèvements maximaux prévus par le projet (soit 200 mètres cubes par heure et 4 000 mètres cubes par jour depuis le nouveau forage et le forage « F2 » qui fonctionneront en alternance), n'excéderont pas ceux qui sont actuellement autorisés depuis le champ captant de la « rue du Château d'Eau » ;

- Considérant que le projet ne remet pas en cause l'intégrité des périmètres de protection institués au bénéfice du champ captant de la « rue du Château d'Eau » ;
- Considérant que le projet est de nature à sécuriser les conditions d'alimentation en eau potable de la population communale, et à réduire les risques de contamination des nappes ;
- Considérant que le projet, dont le terrain d'implantation ne présente pas de sensibilité du point de vue de la biodiversité et des continuités écologiques, n'est pas susceptible de porter atteinte à l'état de conservation des sites Natura 2000 les plus proches, lesquels sont situés à 600 mètres de distance du projet ;
- Considérant que le projet n'est pas susceptible de porter atteinte à d'autres enjeux environnementaux ;
- Considérant qu'au regard de sa nature, de ses caractéristiques et de sa localisation, le projet de création d'un forage d'approvisionnement en eau potable d'environ 73 mètres de profondeur à Beaugency (45) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## Article 1<sup>er</sup>

Le projet de création d'un forage d'approvisionnement en eau potable d'environ 73 mètres de profondeur à Beaugency (45), enregistré sous le numéro F02418P0005, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

## Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

## Article 3

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

## Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 20 FEV. 2018

Pour le Préfet de la région  
Centre-Val de Loire et par délégation,

Le Directeur  
de l'Environnement,  
de l'Aménagement  
et du Logement

Christophe CHASSANDE

## Voies et délais de recours

- décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :
- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
- Monsieur le Préfet de région  
181 rue de Bourgogne  
45042 ORLEANS Cedex  
(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)
- Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.
- Recours gracieux :
- Monsieur le Préfet de région  
181 rue de Bourgogne  
45042 ORLEANS Cedex  
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)
- Recours hiérarchique :
- Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire  
Tour Pascal A et B  
Grande Arche  
92055 PARIS LA DEFENSE Cedex  
(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)
- Recours contentieux :
- Tribunal Administratif d'Orléans  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS Cedex 1  
(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)
- décisions dispensant le projet d'évaluation environnementale :
- Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.